



AVIS RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT

INTERNATIONAL- EXPERT(E) ELECTORAL(E) SPECIALISE EN ANALYSE & SUIVI DES RECOMMANDATIONS DES MISSIONS D'OBSERVATION

Réf N° : 030/TCD10/06/2017/IC

Date : 11/06/2017

Pays	Tchad
Lieu de travail	N'Djamena
Descriptions des postes	Consultant International - Expert(e) électoral(e) – Spécialiste en analyse et suivi des recommandations des missions d'observation
Type de contrat	Contrat individuel (offre d'un cabinet ou bureau d'étude est irrecevable)
Nom du projet	Projet d'Appui au Cycle Electoral au Tchad (PACET)
Durée de la mission	30 jours de travail effectif
Durée de validité des candidatures (offres) à compter de la date de soumission	90 jours

Les Termes de Références (TDRs) complets sont à télécharger sur le site le <http://procurement-notices.undp.org/search.cfm> (cliquer pour accéder à la fenêtre «*Country Office*», y écrire «*Chad*» puis cliquer sur «*search*»).

Les consultants intéressés sont invités à soumettre leurs offres (techniques & financières) de service par courriel en fichier séparé via l'adresse procurement.td@undp.org au plus tard le **09/08/2017** à 10h30, heure de N'Djamena, en indiquant la référence **N° 030/TCD10/06/2017/IC**. (Si cette référence n'est pas indiquée en **objet de votre mail**, votre offre ne peut être considérée).

Toute demande d'éclaircissements doit être envoyée par écrit, ou par communication électronique standard à l'adresse ou e-mail indiquée ci-dessus. fag.td@undp.org répondra par écrit ou par courrier électronique ordinaire et enverra un exemplaire écrit de la réponse, y compris une explication de la requête sans identifier la source de l'enquête, à tous les consultants.

1. BACKGROUND

Depuis plusieurs années, l'intérêt pour les élections organisées au Tchad s'est accru. Il s'est traduit par une grande mobilisation des citoyens pour le vote. Lors de l'élection présidentielle du 10 avril 2016, le taux de participation a atteint 76.11%. Une autre manifestation de l'importance accordée aux différents scrutins organisés dans le pays se trouve dans le déploiement des observateurs électoraux. Le rôle de l'observation non-partisane des élections a d'ailleurs été consacré par le point 3.20 de l'accord politique du 13 août 2007 en vue du renforcement de la démocratie au Tchad : « *les avis des observateurs, peut-on y lire, orientent la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), ainsi que les organes compétents, dans la surveillance, le contrôle, ainsi que pour les invalidations et annulations* ». Plusieurs organisations et plateformes de la société civile ont ainsi déployé des observateurs, évalué le processus électoral et formulé des recommandations à l'attention des parties intéressées. Au terme de l'élection présidentielle du 10 avril 2016 et lors des scrutins législatifs de 2011 et municipaux de 2012, les missions d'observation électorale nationales internationales, de même que la CENI elle-même, ont notamment recommandé l'amélioration de la gouvernance électorale, l'harmonisation des textes électoraux et leur mise en conformité aux standards internationaux en matière d'organisation d'élections démocratiques.

L'observation des élections est un outil impartial d'évaluation de la qualité d'une élection. Elle permet également d'identifier des aspects du processus qui seraient susceptibles d'améliorations. L'absence de prise en compte des recommandations des observateurs conduit généralement à une persistance des irrégularités et des dysfonctionnements relevés d'une élection à l'autre, au risque d'affecter la crédibilité des prochains cycles électoraux. A contrario et parce que d'éventuelles réformes électorales sont difficiles à engager et à mettre en œuvre, des discussions autour des recommandations menées longtemps avant une élection offrent l'opportunité d'une plus large consultation, peuvent aboutir à des changements plus profonds et contribuer à une meilleure organisation des élections futures.

Le PNUD a mis en place le Projet d'Appui au Cycle Electoral au Tchad (PACET) dans la perspective de l'organisation des élections présidentielle, législatives et communales. Commencé en janvier 2016, le projet avait pour objectifs spécifiques, à court terme, de renforcer les capacités de la Commission Électorale nationale Indépendante (CENI) et d'autres institutions clés pour l'organisation d'une élection présidentielle crédible et transparente et, à moyen terme, d'engager avec elles des réformes structurelles en vue d'améliorer les systèmes et processus électoraux dans le cadre du renforcement de la gouvernance démocratique. Au-delà d'un scrutin, il s'agit de contribuer à un développement durable des capacités nationales d'organisation et de gestion de cycles électoraux répondant aux normes de qualité internationalement reconnues et d'aider les citoyens tchadiens, notamment les femmes, à exercer leurs droits à participer à la conduite des affaires politiques de leur pays. C'est dans ce contexte que le PNUD envisage de recruter un(e) expert(e) électoral(e) pour assister les autorités tchadiennes et les autres parties prenantes dans le cadre de l'analyse et du suivi des recommandations des missions d'observation.

2. ETENDUE ET DESCRIPTION DU TRAVAIL DEMANDE, RESPONSABILITES DU CONSULTANT

Description du travail, produits attendus et Responsabilité du consultant :

Sous la supervision directe du Conseiller Technique Principal du PACET, en étroite collaboration avec les institutions nationales et parallèlement à la revue du cadre institutionnel et juridique des élections, l'intéressé(e) sera chargé (e) des tâches suivantes :

- Faire un inventaire des recommandations des missions d'observation des élections présidentielle, législatives et municipales passées, expliciter leur motivation, les regrouper par axes transversaux, les évaluer, les clarifier et les reformuler, si nécessaire ;
- Evaluer le degré de mise en œuvre des recommandations des missions d'observation électorale en déterminant clairement leur statut, selon qu'elles sont en cours de mise en œuvre, partiellement mise en œuvre ou non mise en œuvre, et suggérer des séquences d'application possibles (court/moyen/long terme) ;
- Appuyer l'organisation d'un atelier multi-acteurs de suivi des recommandations des missions d'observation et suggérer d'autres stratégies et approches pour la prise en compte des recommandations des missions d'observation dans les discussions nationales, en cours et futures, sur les réformes électorales et politiques.

Delivrables :

- Tableau de suivi des recommandations des missions d'observation électorale, de la CENI et d'autres institutions en charge du processus électoral ;
- Rapport d'analyse et de suivi des recommandations des missions d'observation électorales, de la CENI et d'autres institutions en charge du processus électoral ;
- Termes de référence et agenda de l'atelier multi-acteurs de suivi des recommandations des missions d'observation.

3. COMPETENCES, QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE REQUISES

I. Qualifications académiques :

Un diplôme universitaire (de niveau BAC+5, minimum) en sciences politiques, relations internationales, droit, sciences sociales, administration publique, gestion publique ou domaine équivalent.

II. Expérience :

- Un minimum de 7 ans d'expérience dans le domaine de l'assistance technique électorale, l'observation électorale internationale ou dans des domaines connexes de la gouvernance démocratique ;
- Maîtrise des standards internationaux et des bonnes pratiques en matière électorale ;
- Avoir une expérience en rédaction de produits intellectuels accessibles tels que des ouvrages, articles de fond, boîtes à outils, guides, méthodologies, documents analytiques, documents et notes de politique, documents de projet/programme, études de référence, études documentaires, études comparatives ;
- Une connaissance approfondie et comparative des développements électoraux et politiques en Afrique sub-saharienne ;
- La connaissance du contexte politique et électoral du Tchad serait un atout.

III. : compétences

- Grandes capacités d'analyse et de synthèse ;
- Aptitude à travailler sous la contrainte des délais et des résultats en faisant preuve d'initiative, de dynamisme et de proactivité ;
- Aptitude et intérêt à travailler en équipe dans un environnement multiculturel ;
- Solides capacités d'expression écrite et orale et réelles aptitudes à formuler ses idées de façon claire et concise ;
- Aptitude à communiquer de façon simple et efficace avec les différents partenaires

- impliqués ;
- Grande capacité d'adaptation, d'ouverture d'esprit, de souplesse et d'adaptation dans les relations avec ses interlocuteurs ;
- Pédagogie et disponibilité à s'inscrire dans une approche de développement des capacités et de transfert de compétences.
- Une maîtrise parfaite de la langue française, aussi bien écrite qu'orale, est indispensable

IV. Autres :

Bonne connaissance de l'outil informatique et capacité à travailler avec les applications et outils en ligne

4. DOCUMENTS A INCLURE LORS DE LA SOUMISSION

Les consultants individuels intéressés doivent soumettre les documents/renseignements suivants afin de démontrer leurs qualités :

1. proposition technique:
 - (i) expliquant pourquoi ils sont les plus appropriés pour le travail
 - (ii) fournir une méthodologie brève sur comment ils approchent et réaliser les travaux (le cas échéant)
 - (iii) fournir un plan de travail ou un chronogramme
2. proposition financière
3. personnel CV dont l'expérience dans des projets similaires et au moins 3s de référence

5. PROPOSITION FINANCIÈRE

- **Marchés à forfait**

La proposition financière doit spécifier un montant forfaitaire total et les conditions de paiement autour de livrables précis et mesurables (qualitatives et quantitatives) (c.-à-d. si paiements entrent en tranches ou à l'achèvement de la totalité du contrat). Paiements sont fondés sur la sortie, c'est-à-dire lors de la livraison des services figurant dans le cahier des charges. Afin d'aider l'unité demande à la comparaison des propositions financières, la proposition financière comprendra une ventilation de ce montant forfaitaire (y compris les voyages, indemnités journalières et nombre de jours de travail prévus).

- **Contrats basés sur le tarif journalier**

La proposition financière précisera le tarif journalier, les frais de voyage et indemnités journalières cités dans des postes distincts, et les paiements sont versés à l'expert-conseil individuel basé sur le nombre de jours travaillé.

Voyage :

Tous les frais de déplacement envisagé doivent être inclus dans la proposition financière. Cela inclut tous les déplacements pour rejoindre les déplacements de service station/rapatriement. En général, le PNUD ne devrait pas accepter les frais de déplacement supérieur à celui d'un billet de classe économique. L'IC veuille voyager sur une classe supérieure il/elle devrait le faire à l'aide de leurs propres ressources.

Dans le cas de déplacements imprévisibles, paiement des frais de voyage, y compris les billets, frais de logement et terminales devraient convenir, entre l'unité d'affaires respectifs et un Consultant, avant de voyager et seront remboursés

Exemple de présentation de l'offre Financière

Désignations	taux	Nombre/qté	montants
Honoraire			
Perdiem s'il y a (suivant le chronogramme)			
Frais de voyage (billet d'avion, terminaux, visa et autres pour les internationaux)			
Frais de déplacement en ville			
Frais de communication			
Autre frais s'il y a (à préciser)			

6. ÉVALUATION

Les consultants seront évalués individuellement ainsi qu'il suit :

Le contrat sera attribué au consultant :

1. Dont l'offre est jugée valable (répond aux TDR) et
2. ayant obtenu le nombre de points le plus élevé (cumul des notes technique et financière)
 - Note technique : 70%
 - Note financière : 30%

Seuls les candidats ayant obtenu au moins 70 points à l'issue de l'évaluation technique seront pris en compte pour l'évaluation financière

Critères	Poids	Max de points
Offre technique	70%	100
Compréhension de la mission ✓ (Description claire des résultats et produits attendus de la mission (5 points) ✓ Une bonne compréhension de la mission (5 points)		10
Méthodologie proposée (Qualité et cohérence de la démarche proposée par rapport aux termes de référence)		20
Plan de travail et chronogramme ✓ Qualité du plan de travail (10 points) ✓ Précision et cohérence du chronogramme avec les termes de référence (10 points)		20
Un diplôme universitaire (de niveau BAC+5, minimum) en sciences politiques, relations internationales, droit, sciences sociales, administration publique, gestion publique ou domaine équivalent.		10
Un minimum de 7 ans d'expérience dans le domaine de l'assistance technique électorale, l'observation électorale internationale ou dans des domaines connexes de la gouvernance démocratique		20

Avoir une expérience en rédaction de produits intellectuels accessibles tels que des ouvrages, articles de fond, boîtes à outils, guides, méthodologies, documents analytiques, documents et notes de politique, documents de projet/programme, études de référence, études documentaires, études comparatives		10	
Une connaissance approfondie et comparative des développements électoraux et politiques en Afrique subsaharienne		10	